

dernières années, a aidé à compenser l'effet de la fluctuation des cours mondiaux et atténué les conséquences du déclin du cycle mondial de l'activité.

L'ouverture au commerce a également mis en valeur la vitalité et la stabilité de l'économie canadienne, en dépit du ralentissement de l'économie mondiale. Le commerce joue un rôle important dans notre économie. Pour être plus précis, le commerce a crû plus rapidement que le PIB global. En conséquence, la part du PIB provenant du commerce est passée de moins de 26 %, exportations et importations confondues, en 1989, à 43,1 % pour les exportations et 38,1 % pour les importations, en 2001. En pourcentage du PIB, le Canada exporte environ quatre fois plus que les États-Unis et le Japon, nos deux principaux partenaires commerciaux. En réalité, l'économie canadienne est plus tournée vers le marché international que celle de tout autre membre du G7.

En 2001, les exportations canadiennes de biens et de services ont totalisé 471,3 milliards de dollars, une baisse de 2,4 % par rapport au sommet atteint en 2000. Parallèlement, les importations de biens et de services se sont élevées à 415,6 milliards en 2001, soit 2,9 % de moins que l'année précédente. Comme les importations ont diminué plus rapidement que les exportations, l'excédent commercial du Canada a augmenté pour l'année, et notre balance du compte courant s'est bonifiée de 30 milliards de dollars, soit 2,8 % du PIB. En moyenne, les échanges canadiens avec le reste du monde s'élèvent à 2,4 milliards de dollars par jour, soit environ 100 millions de dollars à l'heure, ce qui témoigne de façon éclatante de notre ouverture et de notre compétitivité.

Les États-Unis sont, et de loin, le principal partenaire commercial du Canada. Ils ont acheté environ 82 % des exportations canadiennes et fourni quelque 71 % de nos importations en 2001 (ces chiffres sont peut-être exagérés en raison des livraisons en transit). Les échanges bilatéraux de biens et de services avec les États-Unis ont diminué d'environ 3 % en 2001. Une partie de cette baisse est attribuable, d'une part, à la contraction de l'économie américaine au cours des trois premiers trimestres de l'année et, d'autre part, à l'interruption des échanges bilatéraux après les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Le commerce des marchandises représente la part du lion dans nos échanges avec les États-Unis. Trois observations générales s'imposent au sujet de notre commerce bilatéral de marchandises. Tout d'abord, la part américaine des exportations canadiennes de marchandises a augmenté substantiellement depuis 1988 (dernière année précédant

l'entrée en vigueur des accords de libre échange), augmentant d'environ 14,4 points pour atteindre 87,2 % en 2001. Les gains se sont faits en grande partie au détriment de l'Union européenne, du Japon et des pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et ils ont été à peu près également répartis entre ces destinations. Deuxièmement, le Canada a accru ses exportations de ses trois principaux produits — véhicules automobiles, combustibles minéraux et machines —, ce qui laisse peut-être présager une tendance vers une spécialisation plus poussée dans ces domaines. Enfin, bien que le Midwest américain demeure la plus importante destination des exportations canadiennes, avec 41 % de l'ensemble des exportations de marchandises vers les États-Unis, les exportations vers l'ouest et le sud des États-Unis ont augmenté plus rapidement que l'ensemble des exportations canadiennes vers ce pays, conférant une importance accrue à ces régions.

L'évolution de la conjoncture économique en 2001 a également nui au climat de l'investissement au Canada et à l'étranger. Après avoir atteint un niveau record de 98,9 milliards de dollars en 2000, l'apport net en investissements étrangers directs nouveaux au Canada a chuté de 57 % pour s'établir à 42,5 milliards de dollars en 2001, le total des investissements étrangers directs au Canada s'élevant à 320,9 milliards de dollars, en progression de 6,2 % sur l'année précédente. Néanmoins, l'apport en IED est demeuré de plus de 20 % supérieur à la moyenne de 1998-1999, ce qui montre que le Canada demeure une destination très attrayante pour les investisseurs. En réalité, les diminutions de 2001 sont attribuables en grande partie au fait que l'année 2000 représentait un écart en raison des valeurs extraordinaires acquises par des entreprises françaises. En 2001, les investisseurs américains ont assuré un peu moins de 91 % de l'apport net en nouveaux investissements. Les investissements canadiens nets à l'étranger ont diminué de 22,1 % en 2001, pour s'établir à 54,9 milliards de dollars, et le total de l'investissement direct canadien à l'étranger a été porté à 389,4 milliards de dollars.

La dette nette du Canada envers l'étranger, c'est-à-dire la différence entre ce qu'il doit et ce qui lui est dû à l'étranger, était de 203,4 milliards de dollars à la fin de 2001, ce qui est à peu près identique aux 202,5 milliards de 2000. À la fin de 2001, les avoirs à l'étranger étaient en progression de 10,4 % par rapport à l'année précédente tandis que les dettes à l'étranger avaient augmenté de 8,5 %. Par conséquent, la dette nette envers l'étranger a été ramenée à 19 % du PIB, son niveau le plus faible depuis le milieu des années 1940.